



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2022-57
Séance du 14 septembre 2022 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-deux, le quatorze septembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Sylvain Deyrat, Philippe Lenoir, Jean-René Oudinot, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Elodie Joannot, Romane Palau, Paloma Pervent, Mme Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Frédéric Aldon pouvoir à Mme Elodie Joannot, M. Didier Huber pouvoir à M. Sylvain Deyrat, M. Filipe Serra pouvoir à M. Joël Salgues, Mme Fanny Suau pouvoir à Mme Romane Palau, Mme Brigitte Torrandell pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : M. Théo Briane, Mm Souhila Gouard, M. Alexis Viala

Absents : Mme Nathalie Balsan

Secrétaire de séance : M. Joël Salgues

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 14

Absents : 4

Procurations : 5

Votants : 19

Date de convocation et affichage

6 septembre 2022

Objet : Présentation des rapports annuels des délégataires de service public de l'exercice 2021

M. le maire expose :

Conformément aux articles L.1411-3 et L.1411-13 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dès réception, ces rapports doivent être inscrits pour examen à l'ordre du jour du plus proche conseil, et mis à la disposition du public en mairie, ainsi qu'au siège de la Métropole, dans les quinze jours de leur réception, pendant une durée d'un mois.

Les rapports relatifs aux équipements et services publics ont été remis conformément à la réglementation en vigueur.

En conséquence, le conseil municipal prend acte de la réception des rapports des délégataires de service public au titre de l'exercice 2021 conformément à la réglementation en vigueur.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 14 septembre 2022.

Roger CAIZERGUES
Maire

Joël SALGUES
Secrétaire de séance

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérécoeurs citoyens » accessible par le site internet www.telerecoeurs.fr nomenclature : 5.7.15